

Mettre fin à la souffrance au travail

Préalable du SNJ au CSE Siège

En écho au travail de la SDJ de France 3 à la rédaction nationale, les élus du Comité Social et Économique du Siège ont provoqué cette réunion extraordinaire. Une alerte santé édifiante qui a pour but de mettre fin à un système excluant, humiliant, déprofessionnalisant...

Sous couvert d'une phrase valise "*tout le monde ne peut pas tout faire*", le directeur de l'information réfute l'existence d'un système et face aux témoignages de souffrances multiples, il n'y a que déni, rien que du déni.

Oui, sous couvert d'excellence suprême, ils sont un certain nombre à décider, tel César, si le pouce doit être levé ou baissé. Et ce pour dire qui est habilité à travailler pour telle ou telle édition, faire des reportages ou des micros-trottoirs, être des éternelles petites mains, ou pire encore, de n'être plus rien du tout. Nous voulons en finir avec ce déni, nous l'avons déjà dit et écrit. Et nous n'arrêterons pas de le répéter, parce que c'est insupportable.

Mais qui sont-ils ces journalistes assis pour pouvoir choisir qui aura l'honneur de travailler pour ces majestés, à la mode un jour, et démodé le lendemain ? Qui sont-ils sans notre travail au quotidien, sans notre engagement permanent pour nos rédactions ? Qui sont-ils pour pouvoir impunément faire leur marché entre tel ou tel journaliste qui, selon leurs critères, ne serait pas capable d'être à un niveau autoproclamé ?

C'est de cela dont il est question. Nous l'appelons poliment "casting", un peu moins poliment "placardisation", et finalement, une humiliation organisée.



Si ce système perdure, c'est parce qu'il est basé sur la violence managériale d'un côté et la soumission de l'autre. La fameuse "servitude volontaire". Nous ne contestons pas une certaine répartition des tâches, nous reconnaissons les différences éventuelles de niveau qu'on soit reporter, cadre, présentateur ou directeur. Mais rien ne justifie que sur des jugements iniques, discriminatoires, l'insulte professionnelle soit un credo de gestion humaine.

Si rien ne change dans les comportements, si le déni ne laisse pas place à un traitement de fond du problème, nous saisirons la justice. Dossier par dossier, nous ferons reculer cette direction et ses affidés. Au-delà du respect, et de la considération professionnelle, le SNJ appelle à une prise de conscience de ceux qui nous dirigent. Vous broyez, vous abîmez, vous méprisez. C'est bien de cela dont il s'agit, une alerte avant un danger plus grand...

Paris, le 5 février 2025